

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Gérard Lyon-Caen : La concurrence par la réduction des coûts du travail (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril 2003).

Michel Miné : La discrimination raciale à l'embauche devant le juge pénal (à propos de la décision *Moulin rouge*).

DOCUMENT

Directive 2000/43 relative à la mise en oeuvre du principe d'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

La majoration de la rente en cas de faute inexcusable de l'employeur doit être fixée au maximum.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2003 - Note Yves Saint-Jours (p. 281)

La discrimination de l'ayant-droit étranger en situation irrégulière en matière de protection sociale ne constitue pas, selon la Cour de cassation, une violation de la Convention européenne des droits de l'homme.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002 - Note Michèle Bonnechère (p. 282)

Illustrations pénales de pratiques de discriminations raciales dans le recrutement en entreprise.

Tribunal de grande instance de Paris 22 novembre 2002, de Montbéliard 7 février 2003, de Versailles 2 avril 2001, de Toulon 11 avril 2003, Cour d'appel de Grenoble 18 avril 2001 (p. 284)

Nullité du licenciement pris par mesure de rétorsion à l'égard d'une militante syndicale gréviste et réintégration par le Juge des référés.

Cour d'appel de Paris (18^e ch. C) 27 février 2003 - Note Pascal Rennes (p.298)

La reconnaissance d'un droit au refus du salarié des propositions patronales de reclassement en matière de licenciement économique.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003 - Note Patrice Adam (p. 301)

Le rétablissement du salaire du représentant du personnel gréviste dont la mise à pied conservatoire a fait l'objet d'une annulation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002 - Note Laurent Milet (p. 303)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton**



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Table des Matières

JUILLET 2003

Doctrine :

La concurrence par la réduction du coût du travail (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril 2003 Syndicat professionnel des exploitants indépendants des réseaux d'eau et d'assainissement) par Gérard LYON-CAEN, Professeur émérite de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne	261
ANNEXE : Conseil d'Etat, 30 avril 2003	268
La discrimination raciale à l'embauche devant le juge pénal, A propos de la décision Moulin Rouge par Michel MINÉ, Professeur-associé en droit privé (Université de Cergy-Pontoise).....	270

Document :

Directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique.....	276
--	-----

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES – Faute inexcusable de l'employeur – Majoration de la rente due à la victime – Absence de possibilité de modulation de celle-ci par la juridiction – Fixation au maximum. Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2003.....	281
Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan.....	282
ASSURANCES SOCIALES – Prise en charge des soins délivrés aux ayants droit majeurs de nationalité étrangère – Condition tenant à la régularité de leur séjour sur le territoire français – Absence de contrariété avec les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme et de son protocole n°1, article 1. Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002	282
Note Michèle Bonnechère.....	283
DISCRIMINATIONS - Discrimination raciale dans l'embauche - Restaurant "Le Moulin rouge" - Salariés de couleur exclus des contacts avec la clientèle - Postes se limitant à des travaux en cuisine - Condamnation. Tribunal de grande instance de Paris (31 ^e Ch. Correc.) 22 novembre 2002.....	284
DISCRIMINATIONS - Discrimination raciale dans l'embauche - Institut de beauté - Exclusion des candidats de couleur ou portant un nom à consonance étrangère - Tri de la clientèle selon ces mêmes critères - Condamnation. Tribunal de grande instance de Montbeliard (Ch. Correc.) 7 février 2003.....	290
DISCRIMINATIONS - Discrimination raciale dans l'embauche - Ikéa - Salariés prenant contact avec la clientèle à domicile - Discrimination destinée prétendument à faciliter les contacts - Condamnation. Tribunal de grande instance de Versailles (5 ^e Ch. Correc.) 2 avril 2001	292
DISCRIMINATIONS - Discrimination raciale dans l'embauche - Activité de menuisier - Poste réservé aux candidats "biens français" - Condamnation. Cour d'appel de Grenoble (1 ^{re} Ch. Corr.) 18 avril 2001.....	295
DISCRIMINATIONS - Discrimination raciale dans l'embauche - Exclusion des Français portant un nom à consonance étrangère - "Mesure de précaution" dans le cas d'un établissement travaillant pour la défense nationale - Critère repris par l'ANPE - Absence de responsabilité des préposés de cette dernière - Relaxe. Tribunal de grande instance de Toulon (Ch. Correc.) 11 avril 2003.....	295
ENTREPRISES EN DIFFICULTES – Liquidation judiciaire – Assurance des créances salariales – Etendue de la garantie – Licenciement par le mandataire liquidateur d'un salarié protégé – Autorisation de l'inspection du travail annulée par la juridiction administrative – Nature de l'indemnité prévue à l'article L. 412-19 CT – Créance de salaire née après la période de garantie (non) – Réparation du préjudice causé par une rupture annoncée par le mandataire liquidateur dans les quinze jours du jugement de liquidation – Garantie due. Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 octobre 2002	297
GRÈVE – Activité syndicale – Mesure de rétorsion de la part de l'employeur – Licenciement – Pouvoir du juge des référés – Réintégration – Dommages-intérêts à l'union locale intervenante. Cour d'appel de Paris (18 ^e Ch. C) 27 février 2003.....	298
Note Pascal Rennes	299
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Absence d'intérêt des salariés non licenciés à faire prononcer par le juge des référés prud'homal la nullité du plan social non conforme aux dispositions de l'article L. 321-4-1 du Code du travail. Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2003.....	300
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Obligation de reclassement – Propositions patronales – Portée – Droit de refus du salarié. Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003.....	301
Note Patrice Adam, Docteur en droit. Membre du CERIT.....	302
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Mise à pied conservatoire prononcée pendant une grève – Refus d'autorisation de licenciement – Annulation de la mise à pied et de ses effets – Paiement des salaires – Suspension du contrat ayant sa cause non dans la grève mais dans la décision de l'employeur rétroactivement anéanti. Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002	303
Note Laurent Milet.....	304

Chroniques jurisprudentielles :

EMPLOI – Fonction d'intermédiaire – Intermédiaire entre des parents demandeur de leçons particulières pour leurs enfants et des professeurs – Infraction à l'interdiction - Bureau de placement payant. Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2002	305
HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – Blessures involontaires – Travail à proximité de lignes à haute tension – Electrocutation – Absence de précautions – Faute caractérisée – Faute non exclusive de la victime – Exonération de la responsabilité de l'employeur (non). Cour de cassation (Ch. Crim.) 24 septembre 2002	306
HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – Blessures involontaires – Faute caractérisée – Ignorance du risque – Non – Condamnation. Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 février 2003.....	307